

LE MONDE – 16 OTTOBRE 2024

Le conflit géopolitique qui menace notre modèle économique devrait susciter un sentiment d'urgence

di Lucrezia Reichlin

Alors que l'économie européenne décroche, l'économiste appelle à un sursaut de l'UE pour adopter les grandes lignes du rapport Draghi afin de promouvoir une approche commune en matière d'innovation, d'énergie, de défense et de politique industrielle. Le rapport Draghi, qui devrait être débattu lors du Conseil européen des jeudi 17 et vendredi 18 octobre, contient un message important : l'Europe fait face à une crise existentielle. Au cours des vingt dernières années, non seulement l'écart de revenu par tête n'a cessé de se creuser par rapport aux Etats-Unis, mais l'Union européenne (UE) n'est absolument pas prête à affronter l'avenir. Dans le nouveau contexte géopolitique, l'Europe se trouve particulièrement vulnérable du fait que son économie est la plus ouverte parmi celles des grandes puissances, qu'elle est la plus dépendante aux importations d'énergie et de matières premières essentielles, et qu'elle réalise la plus faible performance en matière d'innovation et de commercialisation. L'accès à une énergie peu coûteuse est fondamental pour le leadership économique ; or l'Europe enregistre des coûts énergétiques plus élevés que ceux de tous ses concurrents mondiaux. Les Européens se consolent en invoquant la supériorité de leur modèle social et leur meilleure qualité de vie, mais si la productivité et la démographie maintiennent leur trajectoire actuelle, ils n'auront bientôt plus les moyens de conserver ces avantages.

L'approche sectorielle et extrêmement détaillée du rapport nous fait toucher du doigt la raison pour laquelle le modèle européen n'est pas compétitif. La compétitivité n'est pas une question d'excédent commercial, mais de productivité. Or la présence de l'UE dans l'industrie technologique est marginale. Aucune entreprise européenne ne figure parmi les dix plus grandes entreprises mondiales par capitalisation. Dans des

industries où elle était autrefois en pointe, comme l'automobile, l'UE a perdu son leadership dans la transition vers l'électrique. Ce n'est pourtant pas par manque d'idées que l'Europe se retrouve à la traîne. Mais quand des idées naissent en Europe, elles ne se traduisent généralement pas par des succès commerciaux, parce qu'elles échouent à atteindre la taille nécessaire.

Dans les années 1990, le récit sur la faiblesse de la productivité se concentrait sur la rigidité des marchés du travail, mais les réformes adoptées n'ont pas résolu le problème. Le rapport Draghi adopte une autre approche en mettant l'accent sur la faiblesse de l'investissement public et privé. Sur le volet privé, les facteurs-clés sont la fragmentation du marché – qui limite l'échelle – et le mauvais équilibre entre réglementation et soutien à l'innovation. Concernant l'investissement public, les facteurs essentiels sont le manque d'attention portée aux grandes priorités, l'absence d'outils de politique industrielle pour des objectifs européens communs et, surtout, l'incapacité à lever des financements au niveau européen.

M. Draghi préconise donc de modifier l'ordre des priorités en se concentrant moins sur la réglementation et plus sur une politique industrielle proactive conçue à partir d'une perspective européenne. Cela implique de supprimer la réglementation excessive qui entrave le développement des start-up et de réorienter la dépense publique de l'UE vers l'innovation. Le rapport pousse à l'unification du marché énergétique européen comme moyen de réduire les coûts de l'énergie, et recommande une approche pragmatique des politiques commerciales avec la Chine, qui devraient être modulées selon les secteurs et les technologies.

Il n'hésite pas non plus à dire que certaines industries européennes doivent pouvoir bénéficier de subventions et de protections pendant leur croissance. Le rapport est également ambitieux sur la sécurité. Il recommande le développement d'une véritable « *politique économique étrangère* » de l'UE prévoyant la conclusion d'accords commerciaux préférentiels avec des partenaires amicaux.

Plus facile à dire qu'à faire

Afin d'éviter le risque de manipulation politique, il est essentiel que ces propositions ne soient pas interprétées comme l'adoption d'une politique commerciale

discriminatoire et d'une politique industrielle généralisée, ni comme un refus total des politiques réglementaires. Dans son discours devant le Parlement européen, Mario Draghi a insisté sur le fait qu'il n'appelle ni à un protectionnisme intégral ni à la défense de champions nationaux.

Nous verrons comment tout cela va se traduire dans l'arène politique. Il est clair que certaines de ces propositions pourraient menacer le marché unique. C'est pourquoi il est important de souligner qu'adopter une perspective européenne sur les priorités essentielles, supprimer les régimes d'exemption attachés aux aides d'Etat existantes, mais autoriser les aides d'Etat pour les projets d'investissement ayant un intérêt européen commun sera considéré comme un élément central d'un ensemble cohérent.

Un autre message bienvenu est que la mise en place d'un marché de la dette émise par l'UE elle-même sera cruciale pour permettre l'investissement tant public que privé. Sans la création d'un actif européen sûr, l'union des marchés des capitaux ne pourra jamais se développer, et il sera impossible de lever des fonds pour des biens publics importants. L'union des marchés des capitaux est fondamentale pour soutenir l'investissement privé, mais on oublie trop souvent que les obstacles à cette union ne proviennent pas seulement de la fragmentation de la législation et de la réglementation, mais surtout de l'absence d'un marché liquide et profond de la dette européenne. La dette publique commune est essentielle pour soutenir le financement des biens communs européens, mais également pour soutenir l'investissement privé. Malheureusement, tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Une approche commune en matière d'innovation, d'énergie, de défense et de politique industrielle, et la mise en place des outils de financement communs nécessitent une volonté politique commune. L'UE n'est pas une fédération, et le nationalisme économique a jusqu'ici prévalu, empêchant les fusions transfrontalières, limitant la coordination et entravant le financement commun.

Le budget collectif de l'UE ne représente que 1 % du PIB, et la dette commune émise dans les circonstances exceptionnelles de la pandémie a été dès le départ conçue comme temporaire. Le conflit géopolitique qui menace notre modèle économique

devrait susciter un sentiment d'urgence et approfondir notre intégration, mais cela pourrait tout aussi bien nous pousser dans la direction inverse, étant donné le manque de confiance, les intérêts divergents et surtout l'absence d'un véritable processus démocratique capable d'appuyer cette grande ambition. Heureusement, ou malheureusement, nous n'avons pas d'alternative.

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Lucrezia Reichlin est économiste à la London Business School et au Centre for Economic Policy Research